



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 29 167 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT l'intention du gouvernement du Québec de déroger au principe d'autonomie municipale en expropriant des terres protégées afin de les consacrer à une vocation industrielle, plus spécifiquement à l'enfouissement de déchets dangereux par l'entreprise Stablex;

CONSIDÉRANT QUE cette entreprise dispose déjà d'espaces qui lui ont été attribués et qui lui permettent de perpétuer ses opérations pour les 25 prochaines années;

CONSIDÉRANT QUE les activités de l'entreprise ont déjà dégradé la majorité de l'espace qui lui a été désigné et qu'elle compte laisser cet espace dans son état de dégradation;

CONSIDÉRANT QUE cette entreprise souhaite maintenant poursuivre ses activités en plein cœur de la Grande Tourbière de Blainville, un territoire qui rassemble l'essentiel des réservoirs de biodiversité du Grand Montréal et qui s'étend sur un territoire de plus de 500 hectares;

CONSIDÉRANT QUE le BAPE a recommandé de refuser ce projet en 2023, notamment en raison de la valeur écologique exceptionnelle du site visé;

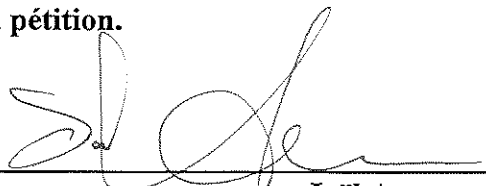
CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec souhaite accorder ce privilège à l'entreprise appartenant à des intérêts américains, alors que des milliers d'entreprises et d'emplois sont mis en péril par les politiques protectionnistes des États-Unis d'Amérique.

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec :

- de renoncer immédiatement à sa volonté d'exproprier les terres protégées situées sur le territoire de la municipalité de Blainville au profit d'une multinationale américaine;
- de réitérer son engagement pour le respect du principe d'autonomie municipale et pour la responsabilité dévolue aux municipalités d'aménager et développer leur territoire.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.



Joël Arseneau
Député des Îles-de-la-Madeleine

8 avril 2025

Date de signature de l'extrait